



La guerre de l'or

Le WWF s'insurge face à l'assassinat de deux militaires français, engagés dans la lutte contre l'orpaillage illégal. En moins de six mois, au moins huit morts sont à déplorer sur le même site.

Le site de Dorlin, au Centre-Ouest de la Guyane, a encore été le théâtre d'événements dramatiques. Après la tuerie ayant entraîné au moins six morts parmi les chercheurs d'or illégaux en janvier 2012, deux militaires français ont été cette fois froidement assassinés dans l'exercice de leur devoir. Cette nouvelle étape dans l'escalade de la violence ne laisse plus place au doute : au delà de la violation de la souveraineté territoriale, de la destruction des ressources naturelles et du pillage d'un minerai convoité, il s'agit maintenant d'une toute autre phase du conflit qui vient de débiter : dans l'intérieur de la Guyane, la guerre de l'or est déclarée.

Les faits d'actes de violence en relation directe avec l'orpaillage illégal ne sont malheureusement pas une nouveauté dans l'intérieur de la Guyane, depuis l'assassinat d'un informateur en 2005, suivi de ceux de deux agents de la Réserve Naturelle des Nouragues en 2006. L'État français avait depuis, accentué la pression à l'encontre de ces milliers de « garimpeiros¹ », lançant les « opérations Harpie », dispositif permettant la lutte contre l'orpaillage illégal via la surveillance des fleuves, et la destruction directe des principaux sites d'orpaillage illégaux.

Ces efforts de lutte sont, depuis leur lancement, largement salués par les habitants de l'intérieur de la Guyane. Lors des différentes visites de terrain, le WWF a pu mesurer l'importance de ces efforts, et leurs résultats en termes de préservation des zones de vie des communautés locales.

Malheureusement, le haut niveau d'organisation des réseaux clandestins, le cours de l'or toujours plus élevé (40euros/gr), l'absence de coopération de la part des États voisins (Suriname et Brésil), rendent cette lutte particulièrement difficile. Ainsi les deux fleuves frontaliers de Guyane servent de bases-arrières aux réseaux illégaux, qui franchissent aisément ces cours d'eau. Ces bases-arrières sont connues de tous, que ce soit face à Maripa-Soula, sur la rive surinamaïse du fleuve Maroni, ou face à la rivière Sikini, sur la rive brésilienne du fleuve Oyapock. Cette dernière base logistique est pourtant située au sein du Parc National des Tumucumaque, le plus grand parc national du Brésil.

Le site de Dorlin, lieu des violences les plus marquées des derniers mois, avait été survolé en hélicoptère en Octobre 2011, avec la Championne du Monde de Judo Lucie Décosse, dans le cadre de la campagne « non à l'or illégal » du WWF-France. Les images de ce survol² montrent l'exploitation illégale de filons d'or primaire, via des conduits rudimentaires creusés en surface, et objet de la lutte armée qui s'y déroule.

Le 19 juin dernier, lors du dernier Sommet de la Terre « Rio+20 », le réseau WWF a lancé avec le soutien de la COICA³, l'appel pour l'Amazonie, demandant aux Pays amazoniens de stopper immédiatement les ruées vers l'or au sein des zones protégées et des terres indigènes.

Cet appel devra être rapidement entendu si le conflit armé autour de l'or en Guyane, qui ne fait que de se renforcer, doit être un jour être endigué.

Contacts presse WWF :

Camille Lajus, Responsable relations presse : 01 55 25 84 61 – 06 15 39 24 95 / clajus@wwf.fr

Julie Chaouat, Assistante relations presse : 01 55 25 84 64 / jchaouat@wwf.fr

1 Terme désignant les orpailleurs illégaux en provenance du Brésil.

2 Images visibles sur www.nonalorillegal.fr

3 Coordination des Organisations Indigènes du Bassin Amazonien